

Nourrir les hommes : quelle agriculture ?

Participaient à ce débat :

*Franck RIBOUD, Président-Directeur général de Danone ;
Philippe DESBROSSES, Docteur en sciences de l'environnement.*

Le débat est animé par Erik Izraelewicz, Directeur adjoint de la rédaction des Echos.

Introduction

François LEMARCHAND
Président-directeur général et fondateur de Nature et découvertes

L'agriculture et le monde agroalimentaire global et moderne produisent d'énormes quantités de nourriture, à des prix relativement faibles. Ce succès a un coût qui apparaît de plus en plus élevé dans les domaines de l'environnement, de la santé et du bien social, surtout dans les pays du Sud.

Nourrir les hommes est la plus grosse activité du monde. L'agriculture moderne est tout simplement l'activité qui a le plus d'importance pour l'homme, mais aussi le plus d'effets sur l'environnement, tant par la transformation des sols et des forêts que par son impact sur la biodiversité végétale et animale ou par l'utilisation des engrais chimiques et pesticides. Il est bon de rappeler que l'agriculture moderne utilise 73 % de l'eau puisée sur la planète et qu'elle est la deuxième source d'émission de CO2. Par ailleurs, les médecins sont de plus en plus nombreux à nous mettre en garde sur les potentiels effets néfastes des produits de l'agroalimentaire moderne sur notre santé. Enfin, la globalisation de l'agriculture a des répercussions considérables sur les pays du Sud, qui sont passés d'une polyculture d'autosuffisance à une monoculture de marché, avec des conséquences sérieuses non seulement sur leur indépendance alimentaire mais aussi sur le tissu social agricole.

A la demande de consommateurs de plus en plus nombreux, une nourriture biologique devient disponible sur le marché. Il apparaît que l'on peut produire ce type de biens en quantité. Il existe en effet de nombreux axes innovants qui permettent de produire une nourriture abondante tout en respectant la terre et la santé des hommes. Une telle re direction de l'agriculture peut produire d'énormes améliorations environnementales, créer de l'emploi, revitaliser les communautés, renforcer l'autosuffisance et offrir une alimentation plus saine.

Nous avons le privilège de réunir sur un même plateau deux des représentants les plus éclairés du monde de l'alimentation, Franck Riboud, Président de Danone, et Philippe Desbrosses, agriculteur et chef de file de l'agriculture biologique. Je tiens à les remercier très sincèrement pour leur courage et cède la parole sans plus tarder à Erik Izraelewicz, Directeur adjoint de la rédaction des *Echos* et animateur de ce premier débat.

En partenariat avec

Les Echos
LA REVUE DES AFFAIRES

Enjeux
Les Echos


Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Erik IZRAELEWICZ

Les relations entre le monde de l'économie et le monde de l'écologie est un sujet de grande actualité. Le récent projet de loi de réglementation des produits chimiques en Europe, par exemple, a donné lieu à de vifs débats opposant de manière un peu caricaturale le monde des chimistes et le monde des écologistes. La question de la grippe aviaire a également alimenté la presse durant plusieurs mois ; je pense que ce sujet n'est pas clos. Il existe donc une réelle préoccupation, une inquiétude et un intérêt de la société civile à l'égard de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie.

La question de notre débat est simple : quelles relations pouvons-nous inventer entre écologie et l'économie ? Peut-on concilier ou réconcilier le monde de l'économie, fonctionnant sur une base productiviste dans une perspective de court terme, et le monde de l'écologie, raisonnant davantage sur le long terme ?

Nos deux invités n'ont pas souvent eu l'occasion de se rencontrer. Philippe Desbrosses, souvent présenté comme l'« agriculteur écolo », est un scientifique ne croyant pas tout à fait à la science, en tout cas à celle développée par les laboratoires et les groupes industriels. Il est à la fois un intellectuel, auteur de nombreux livres sur l'agriculture biologique et le monde paysan, et un homme de terrain, dirigeant un centre pilote d'exploitation agricole en Sologne. Frank Riboud est un industriel, à la tête depuis de nombreuses années du Groupe Danone qui développe trois activités principales : les produits laitiers, les biscuits et l'eau minérale. Frank Riboud n'a pas écrit de livre – il n'a d'ailleurs pas beaucoup lu semble-t-il – mais il est néanmoins à l'origine d'une charte « alimentation, nutrition et santé » dans laquelle le Groupe Danone a pris une série d'engagements en matière nutritionnelle. Un Institut Danone a également été créé, développant une recherche pour une alimentation plus saine et plus respectueuse de l'environnement. Frank Riboud, pourquoi avez-vous accepté de venir dans cette fosse aux loups ?

Frank RIBOUD

Il ne me semble pas qu'il s'agit d'une grande preuve de courage, sachant mes convictions en matière d'environnement pour mon Groupe.

En ce qui me concerne, je ne ressens pas une telle opposition entre les deux mondes de l'écologie et de l'économie. J'essaie de faire connaître les objectifs de Danone à chaque tribune qui m'est offerte, qui sont notamment d'apporter la santé au plus grand nombre par l'alimentation. Ces objectifs ont des conséquences assez fortes sur notre politique de prix, en particulier dans les pays émergents, où nous souhaitons apporter aux enfants les produits répondant à leurs problèmes nutritionnels. Nous avons d'ailleurs développé un projet intitulé Dream, qui vise à apporter une alimentation équilibrée aux populations les plus pauvres, vivant avec moins de 2 euros par jour. Nous avons même réinventé la négociation du prix du lait : nous avons pu négocier avec des coopératives et mettre en place un système de distribution afin de proposer en Chine des produits accessibles au plus grand nombre. L'étape suivante est le micro crédit. Tout cela peut sembler être une goutte d'eau dans l'univers d'une multinationale. Cependant, Il s'agit de premières étapes, qui portent d'ailleurs déjà leurs fruits.

Erik IZRAELEWICZ

Philippe Desbrosses, entretenez-vous des relations avec le monde de l'industrie agroalimentaire ?

En partenariat avec

 **Les Echos**
LA FINANCIALE DE LA FRANCE **Enjeux**
LES ÉCHOS **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture **60**
ANNIVERSAIRE

Philippe DESBROSSES

Effectivement, j'ai noué de nombreux contacts avec le monde industriel dans le cadre de la Commission nationale du label Bio que je préside, au ministère de l'agriculture. Cela dit, je rencontre Franck Riboud pour la première fois. Nous avons eu quelques contentieux lui et moi, par le passé. Je suis néanmoins d'une nature optimiste et volontaire et préfère aller de l'avant. Je suis donc très heureux de tenir aujourd'hui cet échange avec lui.

Cela dit, le modèle que je prône depuis maintenant près d'un quart de siècle est un modèle d'agriculture paysanne, qui a longtemps pâti de la démarche capitaliste de l'industrie agroalimentaire. Je ne suis pas pour autant communiste, mais je constate que notre modèle a progressivement chassé tous les acteurs de la terre : une exploitation agricole disparaît toutes les 4 heures en France. Nous avons remplacé les hommes dans les champs par des molécules chimiques.

Nous nous situons aujourd'hui dans une période de mutation culturelle, économique et sociale ; nous devons faire le choix d'une nouvelle société. Quel sera le modèle agricole dans 25 ans ? J'ai eu le plaisir de découvrir que sur 4 scénarii réalisés par des scientifiques et experts, un seul est plausible : celui d'une agriculture à haute performance environnementale (HPE), c'est-à-dire l'agriculture biologique. Je ne peux que me réjouir de cet état de fait.

Erik IZRAELEWICZ

Franck Riboud, vous avez évoqué une production destinée au plus grand nombre. Nous constatons parfois que la quantité née de l'industrialisation va parfois au détriment de la qualité. Est-ce votre avis ?

Franck RIBOUD

Evidemment, ce n'était pas le sens de mes propos. Vous ne verrez jamais la marque Danone sur un produit de piètre qualité.

Nous sommes convaincus que l'alimentation joue un rôle de première importance pour la santé, comme prouvé par les études de l'OMS. Notre démarche est simple : il s'agit d'apporter les nutriments de base aux populations des pays en voie de développement plutôt que de commercialiser uniquement des produits à forte valeur ajoutée. Nous vendons ainsi des produits à dix cents d'euros en Inde ou en Chine, ce qui reste cependant encore trop onéreux pour un grand nombre de personnes. Nous devons encore diminuer nos prix, en adaptant nos modèles de production et de distribution. Je suis d'avis qu'un Groupe multinational comme Danone, réalisant de très forts bénéfices, a le droit de s'intéresser à ces sujets.

Notre vrai problème est que nos salariés ne sont pas toujours conscients des succès et de l'ambition de Danone en la matière, car il s'agit de politiques de long terme.

En partenariat avec

 **Les Echos**
LA FINANCIALE DU QUOTIDIEN **Enjeux**
Les Echos **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture **60**

Erik IZRAELEWICZ

Nous constatons tout de même une augmentation d'un certain nombre de pathologies dans les sociétés développées, en particulier des cancers. Certains estiment que cette évolution provient de l'alimentation.

Franck RIBOUD

Nous avons trop tendance à amalgamer Danone et les industries chimiques, que vous avez évoquées en introduction.

Erik IZRAELEWICZ

Il me semble que vous vous approvisionnez auprès de ces industries chimiques.

Franck RIBOUD

Absolument. Cependant, nous développons nos activités dans le respect des consommateurs, de la législation et de la science. Nous pouvons tout de même nous féliciter d'un certain nombre de progrès de la science. Je prendrai l'exemple des OGM : nous disposons aujourd'hui de techniques beaucoup plus fiables pour identifier leur présence dans les produits alimentaires.

Philippe DESBROSSES

J'aimerais revenir sur le sujet des deux modèles, des deux visions de la société de demain, qui prochainement côte à côte et parfois s'affrontent. Selon moi, la planète ne pourra être sauvée sans un véritable retour à la terre. J'ai oublié de dire que le *scenario* d'agriculture à HPE de 2025 prévoit un retour massif des paysans à la terre : selon moi, le visage du commerce et de la société évoluera énormément dans les prochaines années.

Nous nous situons dans une période de transition. Les consommateurs seront de plus en plus attentifs à leur alimentation. L'acte de manger est d'ailleurs un acte éminemment politique. En mangeant, nous façonnons le monde dans lequel nous sommes. Les consommateurs devront faire le choix d'une société libre ou d'une société totalitaire, telle que celle proposée avec les OGM qu'on souhaite nous faire avaler.

Nous ne pouvons encore nous prononcer clairement sur les dangers potentiels des OGM. Je constate cependant que le gouvernement a souhaité placer sous secret industriel les résultats des études relatives à ces produits, afin que personne ne connaisse les risques. Nous savons par ailleurs que le métabolisme des rats est profondément modifié après 15 jours de consommation d'OGM.

Selon moi, le premier des objectifs est de ramener à la terre un nombre suffisant de paysans afin de gommer les effets du système agroalimentaire actuel, comme la désertification. Cela permettrait notamment d'éviter les milliards d'euros de dégâts provoqués par les incendies chaque année. Nous devons également rapprocher les aliments du consommateur, rapprocher les lieux de consommation des lieux de production. Est-il normal d'importer des produits du bout du monde, et de dépenser 5 litres de kérosène par kilo de fraise ?

En partenariat avec

Erik IZRAELEWICZ

Les produits biologiques sont souvent présentés comme des produits réservés à une clientèle aisée. Ne faut-il pas penser également aux masses ?

Philippe DESBROSSES

Il s'agit là des arguments fallacieux des défenseurs de l'agriculture intensive. Comment une agriculture fonctionnant sur les fonctions gratuites et naturelles de l'écosystème pourrait-elle être plus chère qu'une agriculture pétrolière ? En réalité, l'agriculture intensive est totalement subventionnée : les aides représentent 27 milliards d'euros par an en France, ce qui correspond peu ou prou au revenu agricole. Un régime agricole financé par la charité publique peut-il réellement perdurer, d'autant qu'il est source de nombreuses pollutions ? Il s'agit là d'une question cruciale.

Erik IZRAELEWICZ

Je souhaite à présent passer la parole aux étudiants de l'Ecole nationale du génie rural des eaux et des forêts (ENGREF) et de l'[Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales](#) (ESSEC) qui se trouvent dans la salle.

De la salle, ESSEC

Ma question s'adresse aussi bien à Monsieur Riboud qu'à Monsieur Desbrosses. Le développement durable est une notion très générale, peu normative et peu contraignante pour l'Entreprise. Pensez-vous qu'il s'agit là d'une force ou au contraire d'une faiblesse ?

Philippe DESBROSSES

Selon moi, le développement durable sert de prétexte à de nombreux abus, à l'heure actuelle. Nous commençons à nous rendre compte qu'il convient de penser aux générations futures. Au train où vont les choses, le monde sera considérablement changé dans 25 ans, ne serait-ce que de par l'effet de serre, qui est intimement lié à l'agriculture, ou de par les problèmes des réserves en eau, sachant que l'agriculture consomme 73 % de l'eau pompée à la surface de la terre. Certaines nappes ont totalement disparu, comme en Californie. Notre société est fondée sur le gaspillage, sur le tout-jetable. Pouvons-nous continuer ainsi de manière durable ? J'en doute fortement. Quoi qu'il en soit, le terme de développement durable n'est pas le plus adéquat. En ce qui me concerne, je préfère le terme américain *sustainable development*.

Franck RIBOUD

Je suis émotionnellement très proche des propos de Philippe Desbrosses. Il faut savoir que notre Groupe est un vendeur d'eau ; il distribue plus d'1,5 milliard de litres dans le monde. Nous souhaitons naturellement protéger cette ressource. Nous souhaitons également développer les produits locaux, les produits du terroir.

Je pense que le développement durable doit être un trait culturel de l'entreprise et non une simple démarche à la mode. Il convient de crédibiliser cette notion, qui est encore trop souvent utilisée pour s'acheter une bonne conduite. Il serait intéressant d'auditer plus efficacement les entreprises en la

En partenariat avec

matière. S'agissant de terminologie, j'en appelle à la prudence. Par exemple, nous avons développé un concept innovant, intitulé « double projet social et économique ». Il faut que chacun admette que le mot le plus important de ce terme est le mot de liaison. La dualité de la notion est essentielle.

D'une manière générale, je reste positif et optimiste. Je constate que les entreprises ont adhéré massivement aux normes ISO, qui ne présentent pourtant aucun intérêt sur le plan économique ; la certification est aujourd'hui incontournable. Les entreprises comprennent également que l'avenir est au développement durable.

Erik IZRAELEWICZ

Franck Riboud, pensez-vous qu'il soit réellement nécessaire d'exporter des bouteilles d'eau d'Evian jusqu'à Shanghai ?

Franck RIBOUD

Tout dépend de la manière dont on procède. Personnellement, je pense qu'envoyer de l'eau par container aux Etats-Unis pollue moins que de les envoyer en Allemagne par la route. Nous devons toujours raisonner de manière globale. Il nous est souvent reproché d'utiliser des bouteilles en plastique, par exemple. Or les bouteilles en verre, si elles sont recyclables, sont beaucoup plus difficiles à transporter et à conditionner, dont coûteuses pour l'environnement. Par ailleurs, nous disposons en France de dispositifs comme l'éco emballage. De même, il faut savoir que l'incinération des bouteilles est productrice d'énergie. En réalité, nous devons partir de l'existant et améliorer nos process. Je ne suis pas du tout opposé à l'agriculture bio, loin de là. Si nous pouvons aider le développement de ce type de production, nous n'avons aucune raison de ne pas le faire. L'agriculture raisonnée est aussi une solution intermédiaire très satisfaisante, à de nombreux points de vue.

Philippe DESBROSSES

Les gouvernements successifs, sous la pression des lobbys agricoles, sont responsables de la situation actuelle. J'ai pris l'an dernier la tête d'une croisade intitulée « objectif bio 2007 » ayant pour objectif d'investir le plus grand nombre d'acteurs dans l'agriculture biologique. En effet, si nous doublons les surfaces de l'agriculture biologique, qui ne représente que 2 % des productions actuelles, nous parviendrons à faire diminuer les prix de manière importante, du simple fait des économies d'échelle. A Munich, par exemple, les agriculteurs ont été fortement subventionnés pour développer ce type d'agriculture. Il s'agit d'une politique intelligente ; il faut comprendre qu'il est plus efficace de raisonner ainsi plutôt que de dépenser des sommes extravagantes pour dépolluer les sols.

Yasmine THIERRY, ESSEC

Pensez-vous que les labels de qualité existant en France pourraient être externalisables ?

Philippe DESBROSSES

Je suis président de la Commission nationale des labels. Ces systèmes de normalisation n'étaient pas nécessaires autrefois, les consommateurs étant en contact direct avec les producteurs. Ils sont

En partenariat avec

 **Les Echos**
LA FINANCIÈRE DE FRANCE **Enjeux**
Les Echos **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture

aujourd'hui indispensables pour tracer et vérifier la qualité des produits, sachant par ailleurs la méfiance grandissante des consommateurs.

Nous avons la chance de disposer d'un label officiel européen, avec un cahier des charges et un système de contrôle uniques. Bien évidemment, des différences importantes existent en fonction des spécificités de chaque pays, nous obligeant à faire jouer la subsidiarité. Il s'agit cependant d'une première étape.

Franck RIBOUD

Il convient de ne pas confondre label et sécurité. Le label donne des garanties sur les procédés de fabrication des produits. En revanche, il ne garantit rien en matière de sécurité.

Jeremy MERCIER, ENGREF

Les unités de production biologiques sont d'une taille trop petite pour permettre un contrôle sanitaire efficace de leurs produits. Peut-on imaginer une collaboration avec l'industrie sur ce sujet ?

Franck RIBOUD

C'est effectivement mon avis. Je répète cependant que le label bio n'est pas garant de qualité. En ce qui nous concerne, notre principal label est la marque Danone elle-même. Nous sommes nous-mêmes garants et responsables de la qualité de nos produits.

Personnellement, je ne suis pas contre le respect des règles ; encore faut-il qu'elles soient imposées à tous. Je peux difficilement défendre seul l'environnement, au risque de fermer des usines. Il convient de fixer des règles claires et d'obliger les entreprises à les respecter.

Philippe DESBROSSES

Je suis parfaitement conscient des contraintes économiques qui pèsent sur les entreprises. Selon moi, nous devons d'ailleurs redonner ses lettres de noblesse au commerce, aux échanges, qui ont toujours existé ; le lien est aussi important que le bien. Cependant, nous ne pouvons continuer de nous affronter les uns les autres. Selon moi, ce ne sont ni les lois, ni les règlements ni les normes qui résoudront les problèmes actuels, mais la confiance et l'amour que les hommes peuvent se porter mutuellement. Le respect de chacun est pour moi la première de toutes les règles.

De la salle, ENGREF

Monsieur Desbrosses, vous avez fait allusion au tout bio en France. Ne pensez-vous pas que la conversion de l'agriculture intensive en agriculture biologique s'accompagnera d'une perte de rendements colossale ? Selon moi, la réduction de la consommation de viande rouge pourrait permettre de libérer de nouvelles surfaces pour compenser cette perte de rendements. Qu'en pensez-vous ?

En partenariat avec

Philippe DESBROSSES

Grosso modo, vous posez la question de savoir si l'agriculture biologique peut nourrir la planète. Il faut savoir que de grandes surfaces sont en friches ou en jachère actuellement. Qui plus est, beaucoup sont utilisées pour stocker ou détruire les surplus de production actuels. En réalité, l'agriculture biologique peut parfaitement nourrir la planète.

Il faut se rendre compte que sur les 1,3 milliard de paysans que compte la Terre, 30 millions simplement disposent d'énergie motrice, soit moins de 2 %, et 300 millions disposent simplement de traction animale. En réalité, la très grande majorité des paysans exploitent la seule énergie humaine. Il suffirait de donner à ces populations les moyens de doubler leur production pour résoudre un grand nombre de problèmes. A Madagascar, par exemple, la communauté jésuite a permis de décupler les productions de riz, sans utilisation d'énergie autre que celle de l'homme, par des moyens simples : les rotations de cultures, l'utilisation d'une variété adaptée, le recyclage des déchets et l'économie d'eau. Il est primordial, pour le salut de la planète, de redonner aux populations les moyens de produire ce dont elles ont besoin.

Eleonore PAOLETTI, ENGREF

Que répondez-vous aux personnes qui vous disent que certains produits naturels utilisés par l'agriculture biologique, comme la roténone ont des conséquences bien plus néfastes sur l'environnement que les produits chimiques ?

Philippe DESBROSSES

Comment pouvez-vous dire cela ? Comment une molécule naturelle, extraite d'une plante, peut-elle être comparée, par exemple, au paraquat, dont une seule goutte peut tuer l'homme et qui n'a pas même d'antidote dans les centres anti-poison, ou bien au gauchio, qui tue nos abeilles ? Vous ne pouvez pas reprocher à l'agriculture biologique d'être polluante alors qu'elle utilise ces produits naturels très parcimonieusement, sachant par ailleurs qu'ils disparaissent très vite des sols.

De la salle

Nous avons l'impression que Monsieur Riboud et Monsieur Desbrosses n'ont pas la même définition de la qualité des produits. Monsieur Riboud, n'assimilez-vous pas la qualité d'un produit à la sécurité ?

Franck RIBOUD

Je n'entrerai pas dans un débat technique. Selon moi, les produits agroalimentaires ne diminuent pas en qualité, bien au contraire. Il convient cependant de mieux communiquer, de mieux informer les consommateurs.

Par exemple, nous avons lancé un produit en Inde, dénommé Tiger, qui répond aux besoins nutritionnels spécifiques des enfants de la région. Ce produit, vendu à dix cents d'euros, reste cependant trop onéreux pour beaucoup de gens. En conséquence, nous essayons de développer une pâte à base de riz afin de réduire encore les coûts. La qualité en pâtira-t-elle ? Je ne le crois pas, à

En partenariat avec

 **Les Echos**
LA FINANCÉRIE EN FRANCE **Enjeux**
Les Echos **Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture** **60**
ANNIVERSAIRE

partir du moment où le produit permettra d'offrir à un nombre plus important de personnes les apports nutritionnels dont elles ont besoin.

De la salle

Monsieur Riboud, vous nous dites que les entreprises devaient être contraintes par la législation pour prendre des mesures de sauvegarde de l'environnement. Il me semble que vous pourriez parfaitement impulser une démarche écologique au sein de votre Groupe mais que vous ne considérez pas qu'il s'agit d'une nécessité, ce qui engage toute votre responsabilité. Manifestement, vous manquez de volonté en la matière. Je vous invite fortement à aller à la rencontre des écologistes.

Franck RIBOUD

Ma volonté n'a rien à voir avec cela. Comme je l'ai dit, nous nous devons de respecter les consommateurs, les législateurs et la science. Par ailleurs, je puis vous assurer que nous menons de nombreuses démarches. Nous avons par exemple créé une filière de production de lécithine de soja à partir de soja non modifié. Enfin, je trouve que vous manquez de tolérance et que vous tenez des propos sans les justifier. Qu'est ce qui vous dit que je ne me tiens pas informé de l'actualité de l'écologie ?

De la salle

Monsieur Riboud, est-il vrai que les excréments d'un végétarien sont moins polluants que les produits chimiques ?

Franck RIBOUD

Il semble toutefois que les gaz bovins sont particulièrement néfastes pour la couche d'ozone.

Philippe DESBROSSES

Selon moi, l'avenir est aux végétariens. En effet, il est inconcevable que la population mondiale adopte les mêmes habitudes de consommation que les Occidentaux.

De la salle

Monsieur Desbrosses, qu'entendez-vous par le terme de qualité ? Que peut-on penser d'un lait qui provient de vaches vaccinées, hormonées et sous antibiotique, qui produisent 10 fois plus qu'une vache normale ?

Philippe DESBROSSES

L'utilisation d'hormones est strictement limitée dans l'agriculture biologique. Vous ne pouvez pas comparer nos pratiques avec ceux de l'agriculture intensive, dans laquelle les antibiotiques sont administrés via l'alimentation, au quotidien.

En partenariat avec

**Les Echos**
LE JOURNAL DES ÉCHOS**Enjeux**
Les Echos**Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture

Chantal JACQUET

En 1993, Carrefour a pris une position ferme contre les OGM et pour la traçabilité. Nous avons remporté une première victoire mais nous sommes loin d'avoir gagné la guerre. En effet, depuis 2003, la Commission nationale des labels réclame en vain des analyses de toxicité sur les OGM. Monsieur Riboud, ne pensez-vous pas que chaque citoyen devrait pouvoir connaître la composition des produits qu'il consomme ? Ne pensez-vous pas que les analyses sur les OGM devraient être publiées ?

Franck RIBOUD

Je suis tout à fait de votre avis, sur les deux points. Il n'y a aucune raison pour que Danone ne s'associe pas à ce type de réflexions.

Philippe DESBROSSES

Je prends acte de cette annonce. Il me semble pour le moins légitime que nous connaissions la composition des produits que nous consommons.

Franck RIBOUD

Avez-vous l'impression que nous progressions ou que nous régressions sur ce sujet ?

Philippe DESBROSSES

Je suis d'avis que nous progressons. Cependant, un long chemin reste à parcourir.

De la salle

Je représente une PME qui développe une technique révolutionnaire de traçabilité des aliments. Cependant, les homologations sont extrêmement coûteuses. Disposez-vous d'une fondation qui pourrait soutenir ce genre de projets ?

Franck RIBOUD

Nous disposons effectivement de 3 fondations. Par ailleurs, nous possédons des leviers importants sur nos fournisseurs. En conséquence, je vous propose de nous envoyer votre dossier.

De la salle

Monsieur Riboud, avez-vous eu connaissance des récentes études réalisées sur un certain nombre de produits comme le sucre et l'huile ?

Franck RIBOUD

Je ne pense pas avoir eu connaissance de ces études ; je vous invite à me les faire parvenir.

En partenariat avec



De la salle

Selon moi, le monde économique se voile la face. C'est un peu comme si nous nous étions arrêtés de respirer depuis quelque temps. Nous ne tarderons pas à sentir venir l'asphyxie si nous continuons de la sorte. Les pouvoirs publics, les acteurs de l'économie et les consommateurs doivent mieux connaître et comprendre les règles de l'écologie.

De la salle

Monsieur Riboud, comment les multinationales peuvent-elles prendre en compte les spécificités des productions régionales ?

Franck RIBOUD

Il est évident que le goût est spécifique aux territoires. Certains de nos produits sont distribués exclusivement dans certaines régions françaises, par exemple. Par ailleurs, nous nous apercevons que certaines pratiques alimentaires se sont installées, qui sont parfois néfastes pour la santé, comme le goût pour le sucre. Nous avons été particulièrement critiqués du fait que nous avons lancé des eaux aromatisées et sucrées, il y a de cela quelques années. Cependant, il faut savoir que ces produits prennent des parts de marché à des produits plus sucrés encore. En un mot comme en cent, nous estimons qu'il convient effectivement de nous adapter aux particularités locales, sachant toutefois que les acteurs les plus à même de développer les produits régionaux sont les entreprises de la grande distribution.

De la salle

Selon moi, il convient surtout de vendre les aliments au plus près de leurs régions de production. Comment adapter le réseau de distribution et de commercialisation à cette exigence ?

Franck RIBOUD

Tout dépend aussi de la demande du consommateur. Quoi qu'il en soit, je suis d'avis que nous disposons de nombreux leviers d'amélioration.

Erik IZRAELEWICZ

Il nous faut malheureusement conclure ce débat, bien que les questions de la salle soient encore nombreuses. Monsieur Desbrosses, comment interprétez-vous la main tendue par Danone ? Estimez-vous qu'il s'agit d'une tactique commerciale ou qu'il s'agit d'une démarche révélatrice d'une évolution de l'industrie dans son ensemble ?

Philippe DESBROSSES

Je suis tout à fait sensible à ces déclarations de bonne volonté et heureux de constater qu'une entreprise comme Danone s'intéresse au bio en France. Je tiens d'ailleurs à remercier Monsieur Riboud pour sa présence parmi nous aujourd'hui. Il me semble que le Groupe Danone devrait participer à une grande entreprise de communication et de sensibilisation auprès de nos concitoyens. Par ailleurs, il me paraît essentiel de développer les expériences comme celle menée à Madagascar,

En partenariat avec

dont j'ai parlé plus tôt. Pour conclure, je dirai que manger bio, c'est plus qu'une philosophie, plus qu'un art de vivre, c'est un moyen de sauver la planète. L'agriculture à HPE sera sans conteste l'agriculture de demain.

Franck RIBOUD

Lorsque j'écoute Philippe, j'ai le sentiment que la tâche reste grande. Selon moi, les échanges, la collaboration avec l'industrie agroalimentaire sont indispensables, car les partisans du bio n'y arriveront pas seuls. Ils doivent se faire accompagner de personnes disposant de qualités et de compétences différentes des leurs. En conclusion, nous devons développer des projets communs et ne pas toujours opposer les deux univers de l'économie et de l'écologie pour, ensemble, aller de l'avant.

En partenariat avec

**Les Echos**
LA PRESSE ÉCONOMIQUE**Enjeux**
Les Echos
Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture